

**TOUS DANS L'ACTION
LE 05 OCTOBRE
IMPOSONS D'AUTRES CHOIX !**



MANIFESTATION MARDI 5 OCTOBRE 2021

14h00 - République

Depuis plus d'un an, le monde entier est bouleversé par la pandémie de Covid19. Cette crise est multiple et a de nombreuses conséquences dans le domaine de la santé en premier lieu mais, aussi, sur les questions économiques et sociales ainsi que sur le plan de la démocratie.

Elle a mis en avant les limites et les conséquences désastreuses de décennies de politiques libérales menées pour le seul profit des intérêts capitalistes.

Une fois de plus, cette période estivale a été marquée par de fortes mobilisations contre cette gestion politique de la crise sanitaire. Colères, mécontentements, interrogations, désillusions ont été le lot de ces mobilisations.

Une nouvelle fois, nous mesurons l'acharnement mis en œuvre pour inventer de nouvelles contraintes. L'extension du Pass sanitaire et l'obligation de vaccination en est la preuve, alors que la ministre du Travail affirmait, en novembre dernier, que les mesures barrières étaient suffisantes pour protéger les salarié.e.s, elle leur impose, aujourd'hui, un pass sous menace de sanctions.

CHIFFRES:

AIRBUS 4250 suppressions d'emplois bénéfiques net au 1er semestre 2021 : 2.3 Milliards d'euros
CAC 40 : les grands patrons du CAC 40 ont reçu un salaire moyen de 5.3 Millions d'euros en 2021 soit 284 SMIC annuel brut.

Les milliardaires français sont les plus riches d'Europe avec 354.3 Milliards d'euros devant les allemands, le Royaume uni.

La pauvreté, la précarité explose de manière exponentielle, la crise sanitaire a fait basculer des millions de personnes sous le seuil de pauvreté.

UNE MALADIE MONDIALE NÉCESSITE UNE RÉPONSE ET UNE COORDINATION MONDIALE.

Nous réaffirmons la nécessité de la levée de la propriété privée sur les brevets qui empêche la diffusion des vaccins dans le monde, tout en étant source de profits inadmissibles.

Il est inadmissible également :

- Que cette crise sanitaire serve de prétexte à une nouvelle casse sociale et démocratique.
- Que les employeurs puissent contrôler l'état de santé des salariés et suspendre unilatéralement leur contrat de travail à la seule présomption de maladie, sans avis du médecin du travail.
- Qu'ils puissent interrompre avant leur terme les contrats de travail à durée déterminée et les contrats de travail temporaire.

Au final, la loi fragilise encore davantage le contrat de travail et aggrave le rapport de subordination en renforçant le pouvoir des employeurs vis-à-vis des salarié.e.s.

OUI À LA VACCINATION ! NON AU PASS SANITAIRE !

En même temps, peut-on accepter que la casse de l'hôpital public continue ? Que la crise soit payée, non pas par les multinationales et les plus riches qui en ont profité, mais par tous les autres, notamment les travailleur·euse·s, les jeunes, les chômeur·euse·s, les retraité·e·s

Nous sommes dans une situation où le capital, le patronat, accompagnés par ce gouvernement et les précédents, préparent une mutation profonde de notre modèle social. Ils ne veulent plus de droits collectifs pour

mieux nous diviser et nous exploiter. A nous de les défendre et d'en reconquérir. La lutte est actuelle et elle doit s'amplifier pour défendre et conquérir de nouveaux droits. Et les enjeux pour la prochaine période doivent-être un moteur pour amplifier la mobilisation

- La réforme de l'assurance chômage, suspendue par le Conseil d'État il y a un mois, qui pourrait bien être remise sur la table dès la rentrée

- La réforme des retraites qui serait engagée « dès que les conditions sanitaires seront réunies. » C'est-à-dire certainement après les élections présidentielles. C'est exactement ce que préconisait le président du Medef, Geoffroy Roux De Bézieux, qui affirmait récemment qu'il fallait passer l'âge de départ en retraite à 64 ans, contre 62 actuellement, mais que la réforme devait être effectuée après l'élection présidentielle. Alors que le chômage est très haut, que des entreprises ferment, que des PSE se multiplient, le gouvernement n'entend pas mettre une véritable politique industrielle qui réponde aux besoins de la population. Il est urgent de rompre avec la logique financière, de dire stop aux dividendes, de contrôler les aides publiques de relocaliser et de former les salariés ...

L'URIF CGT appelle à faire du 5 octobre une grande journée de mobilisation, de grèves, de manifestations, d'organiser partout, où cela est possible, des assemblées générales sur les lieux de travail pour construire avec les salarié(e)s la riposte nécessaire pour imposer d'autres choix.

Et exigeons:

- Le renforcement des services publics.
- La création d'emplois dans les hôpitaux publics.
- La relocalisation des productions médicales stratégiques.
- Gagnons les 32h !
- Le smic à 2000 euros.
- La retraite à 60 ans.
- L'égalité salariale femmes-hommes.
- L'augmentation des salaires et pensions.
- L'abandon des lois et projets sur l'assurance chômage et les retraites...

Retour sur le congrès CGT Villaroche

Le congrès CGT Villaroche s'est réuni le 17 septembre pour :

- Faire le bilan des activités du syndicat, en analysant nos succès et nos échecs.
- Fixer des perspectives pour les 4 ans à venir, en abordant les thématiques d'emploi, de conditions de travail et de rémunération, mais aussi de gestion du comité d'entreprise pour le fonctionnement du restaurant, la gestion du patrimoine et de toutes les activités proposées : sport, vacances, enfance, culture ...

Dans nos prochaines communications, nous reviendrons sur chacun de ces thèmes.

A l'issue de ce congrès, un nouveau bureau ainsi qu'un nouveau secrétaire ont été élus.

